

Avignon, le 16 décembre 2015



Compte rendu du comité technique local du 16 décembre 2015

Hier, aujourd'hui, demain, les suppressions d'emplois, c'est non !

La direction avait eu le bon goût de programmer le comité technique suppressions d'emplois un mercredi après midi, à deux jours des congés scolaires, dans une semaine où étaient également convoquées trois commissions administratives paritaires locales.

L'intersyndicale CGT-solidaires-FO a décidé de ne pas assister à cette réunion dont il n'y a rien à attendre, hormis la possibilité d'offrir une tribune à la langue de bois et aux arguments fallacieux du directeur.

Pour donner du poids à ce refus, il a été décidé d'associer les agents, qu'ils soient ou pas directement concernés par les suppressions 2016. Une cinquantaine d'agents issus de différents services d'Avignon se sont donc réunis avec les représentants du personnel pour signifier à Gilles Gauthier leur mécontentement.

Plusieurs collègues, du centre des impôts foncier, du service impôt des entreprises, du pôle de contrôle et d'expertise, des services de publicité foncière, ... l'ont interpellé et interrogé sur les difficultés ou le devenir de leurs services.

Ses réponses, exprimées dans un langage ampoulé furent à mille lieues des préoccupations concrètes des collègues. Comme à son habitude et comme d'autres avant lui, il s'est réfugié derrière la représentation nationale. Par des tours de passe-passe sémantiques, il est capable de justifier toutes les suppressions d'emplois en utilisant des concepts fumeux : fluidité, paradigmes, espace-temps et autres désimplantations.

Les collègues sont sortis médusés par les discours lénifiants qu'ils ont entendus, déçus des réponses mais satisfaits d'avoir manifesté leur opposition à ces suppressions d'emplois qui dégradent années après années leurs conditions de travail et l'exercice de leurs missions.

La CGT ne se rendra pas non plus à la deuxième convocation de cette réunion.

Dès janvier prochain, c'est par la mobilisation que, tous ensemble, nous pourrons créer le rapport de force susceptible de faire reculer la DGFIP et le gouvernement.

